

# Les années 1980 à 1990

## L'APMEP face au pouvoir

À partir de la fin des années 1970, l'APMEP doit faire face à deux gros dossiers :

- la mise en place du collège unique : c'est la réforme Haby ;
- la réforme du lycée qui doit prendre en compte la deuxième démocratisation massive des études secondaires après celle de la fin des années 1950.

**A**u début de l'année 1987, la classe de sixième accueille 97,5% d'une classe d'âge, alors que la classe de seconde n'en accueille que 37%. Trois ans plus tard, les jeunes Français qui suivent la classe de seconde sont passés à 60% !

Sur les dossiers de ce type, l'APMEP n'a jamais été entendue quand il s'est agi de peser sur les structures, les horaires ou les dédoublements, et ce malgré plusieurs pétitions en 1977, 1999, et 2002, qui recueillent des milliers de signatures. En revanche, elle a exercé une influence certaine sur le contenu des programmes.

### Une pétition nationale contre le projet Haby

La première pétition lancée par l'APMEP vient en réaction à un projet ministériel inquiétant.

Les groupes de travail réunis par le ministre de l'Éducation Nationale en avril-mai 1975, reprenant les propositions de 18 associations de professeurs, ont rappelé leur attachement à un dosage raisonnable des différentes disciplines, conduisant à un développement et à une formation équilibrée des élèves.

Ces propositions préconisent en mathématiques les horaires hebdomadaires suivants : 4 heures (dont une heure dédoublée) dans chaque classe de premier cycle et 5 heures (dont une heure dédoublée) en classe de seconde (tronc commun).

Il est ainsi affirmé que :

- les mathématiques doivent pouvoir répondre aux exigences des autres disciplines, notamment scientifiques et technologiques ;
- une bonne formation mathématique est indispensable à l'insertion active dans le monde actuel ;
- seul un horaire suffisant permet un enseigne-

ment non dogmatique fondé sur l'activité de l'élève et ouvert sur le monde extérieur ;

Au contraire, le ministre ne propose que l'horaire suivant : dans chacune des quatre classes des collèges, 3 séquences de 50 à 55 minutes (plus une séquence de soutien – ou d'approfondissement – pour certains élèves) et en classe de seconde, 3 heures de tronc commun sans option complémentaire de mathématiques.

Ces réductions ne feraient qu'accentuer la sélection par les mathématiques ; elles multiplieraient les cours privés au détriment du service public de l'Éducation Nationale et des enfants socialement défavorisés.

La pétition insiste sur le fait qu'il est indispensable que soient retenues les propositions d'horaires de la conférence des présidents d'associations de spécialistes. Elle rappelle en outre que toute réforme sérieuse doit être subordonnée à une amélioration des conditions générales de l'enseignement (effectifs, structures scolaires, ...) de la formation des maîtres, et, à une expérimentation préalable des nouveaux programmes.

Cette pétition contre le projet de grille horaire du Ministre René Haby recueille le 26 mai 1977, 28 513 signatures.

### Une pénurie d'enseignants

Les années 80 sont marquées par un manque important d'enseignants de mathématiques. Au plus fort de la crise, il manque 7000 professeurs. En octobre 1984, dans le supplément n°3 au Bulletin Vert n°345, on peut lire : « *Espèce en voie de disparition : on recherche étudiants titulaires de la licence de mathématiques ou d'un diplôme équivalent en vue préparation CAPES.*

*Pascale Pombourcq est enseignante au lycée Bourdelle à Montauban. Elle a été présidente de l'APMEP de 2006 à 2009.*

Les candidats devront faire abstraction de toute ambition financière et se préparer psychologiquement à affronter un métier éprouvant. En cas de succès, ils sont en revanche assurés de ne plus jamais s'ennuyer le dimanche, l'augmentation régulière du nombre de copies offrant, à ce sujet, toutes les garanties ». Didier Dacunha Castelle, conseiller du ministre de l'Éducation Nationale, écrit le 12 juillet 1988 aux membres de l'association : « La situation des mathématiques en France est alarmante. D'abord par la pénurie. Pénurie de maîtres, pénurie de candidats aux concours d'enseignement, pénurie d'étudiants et de postulants aux places de mathématiques offertes par l'industrie et le secteur tertiaire. Ensuite par l'absurdité de l'image des mathématiques dans le public : aux vieux préjugés se sont ajoutés les mythes liés aux math modernes, l'ensemble ayant des effets très négatifs. Des colloques récents, les efforts permanents des associations professionnelles comme l'APM, ont pour résultat d'amener les autorités de tutelle à prendre conscience de la situation. Nous nous devons d'espérer que les mesures les plus urgentes vont enfin être prises : bourse ou salaire de pré recrutement, revalorisation des traitements. Elles ne suffiront pas ».

### L'APMEP favorable à un "tronc commun"

Très tôt, dès 1924, l'association se prononce pour un tronc commun, les débats portant sur la fin du tronc commun : troisième ou seconde ? Dès 1978, dans son texte d'orientation, l'APMEP prévoit une seconde « tronc commun », largement indifférenciée.

Dans la même optique, le bureau national de l'APMEP se prononce le 27 avril 1980 en faveur d'une première C et D commune qui s'appellerait première S. Il y voit moins de possibilités de blocage d'orientation. Mais l'APMEP demande des effectifs allégés et deux dédoublées.

Pour l'APMEP, la fusion des sections C, D et E doit avoir pour but d'ouvrir la section scientifique, mais elle fait très vite part de ses craintes que les effectifs en première S soient inférieurs à ceux cumulés des ex C, D et E.

C'est ce qui se confirme dès 1984.

P.P.

## Quelques citations et postures de nos ministres

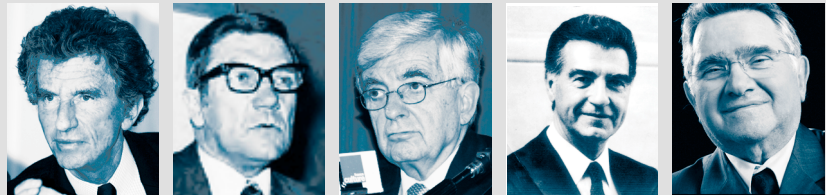
**René Haby (1974 - 1978)** : « Les stages perturbent le bon fonctionnement du service,..., les IREM sont des instituts de recyclage des enseignants de mathématiques,..., aucune formation ne fera de certaines personnalités de bons professeurs. »

**Christian Beullac (1978 - 1981)** : « Moins on fait de mathématiques, plus elles sont faciles et moins elles sont sélectives. »

**Jean-Pierre Chevènement (1984 - 1986)** : « Moins un élève voit son prof en cours, plus il travaille. »

**Jack Lang (1992 - 1993)** : au journal de TF1 dénonce « la dictature des mathématiques ».

Avec **Claude Allègre (1997 - 2000)**, l'absentéisme est dans le collimateur du ministre : stages refusés, cours à rattraper...



## JEU : QUI EST QUI ?

(réponse en bas de page).

Extrait du supplément au bulletin national de l'APMEP n°322, février 1981

## Malentendu à propos de la Première S

Vous avez peut-être lu ou entendu dire que « l'APMEP était d'accord avec la création d'une première S ». Mais en fait, s'il est vrai que le comité des 10 et 11 janvier 1981 s'était prononcé en faveur de la création d'une première scientifique, il y avait mis la condition que soient données des garanties minimales à propos des dédoublés et des effectifs.

Ces conditions ont été rappelées par les bureaux de l'association au directeur des lycées et au conseiller technique du cabinet du ministre avant et après le 10 mai 1981. Le principe pédagogique d'une classe de première scientifique commune nous a paru positif dans la mesure où il peut contribuer à diminuer la hiérarchisation des filières actuelles. Cela devient parfaitement utopique lorsqu'on met en place des classes avec un programme non expérimenté, sans dédoublement des effectifs, sans précision ni garanties sérieuses quant aux débouchés spécifiques de chaque section.

De gauche à droite : Jack Lang, René Haby, Jean-Pierre Chevènement, Christian Beullac, Claude Allègre.